

1992, chapitre 34

**LOI CONCERNANT LE RÉGIME DE RETRAITE POUR
CERTAINS EMPLOYÉS DU CENTRE HOSPITALIER DE
L'UNIVERSITÉ LAVAL ET LE RÉGIME DE RETRAITE
POUR CERTAINS EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES
ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC**

Projet de loi 31

présenté par M. Daniel Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor

Présenté le 14 mai 1992

Principe adopté le 4 juin 1992

Adopté le 22 juin 1992

Sanctionné le 23 juin 1992

Entrée en vigueur: le 23 juin 1992

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 34

Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec

[Sanctionnée le 23 juin 1992]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Modifica-
tion au
régime de
retraite

1. Malgré l'article 125 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10), les modifications apportées par la présente loi au Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et au Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec peuvent être faites sans augmentation des cotisations salariales et les coûts additionnels qui en résultent sont défrayés à même le surplus actuariel de chacun des régimes.

Cotisations
salariales

2. Les cotisations salariales versées par un participant, avec les intérêts accumulés, ne peuvent servir à acquitter plus de 50 % de la valeur:

1° de toute prestation à laquelle il acquiert droit et des droits qui en sont dérivés;

2° si le participant est décédé sans avoir acquis droit à une rente, de toute prestation à laquelle un bénéficiaire acquiert droit.

Disposition
non appli-
cable

3. L'article 2 ne s'applique pas à une prestation acquise par un participant ou bénéficiaire au titre des services reconnus par le régime qui se rapportent à une période de travail antérieure au 1^{er} janvier 1990.

Versement
au conjoint
ou ayants
droit

4. Lorsqu'un participant décède sans avoir reçu aucun remboursement ni prestation, son conjoint ou, à défaut, ses ayants

droit ont droit à une prestation, payable en un seul versement, dont la valeur doit être au moins égale :

1° à la valeur de toute rente à laquelle le participant avait droit avant son décès ;

2° si le participant n'avait pas droit à une rente avant son décès, à la valeur de la rente différée à laquelle il aurait eu droit s'il avait cessé d'être actif le jour du décès pour une raison autre que ce décès ;

3° si le participant n'avait pas droit à une rente avant son décès ou si, dans l'hypothèse prévue au paragraphe 2°, il n'avait pas eu droit à une rente, aux cotisations salariales et volontaires versées par ce dernier, avec les intérêts accumulés.

Caleul du
montant

Doivent être ajoutées, le cas échéant, aux valeurs visées aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa les cotisations volontaires portées au compte du participant et les cotisations salariales qui excèdent le plafond fixé par l'article 2, avec les intérêts accumulés. Ces valeurs sont en outre établies sans tenir compte des hypothèses de survie ou de mortalité pour la période qui précède le début du service de la rente.

Droit à
une rente

5. Le conjoint d'un participant a droit à une rente à compter du décès de ce dernier si le participant en recevait une avant son décès. Il peut, avant la date à laquelle débute le service de la rente du participant, renoncer à ce droit, ou révoquer cette renonciation, à condition que le comité de retraite en soit informé par écrit avant cette date.

Montant

Le montant de la rente au conjoint doit être au moins égal à 60 % du montant de la rente du participant.

Équiva-
lence

La somme de la rente prévue pour le conjoint et de la rente du participant réduite en conséquence doit, à la date à laquelle débute le service de cette dernière, être au moins actuariellement équivalente à la rente que le participant aurait reçue n'eût été du droit accordé au conjoint par le présent article.

Rente
ajournée

6. Lorsque le participant dont tout ou partie de la rente a été ajournée décède durant la période d'ajournement, son conjoint a droit, à moins d'y avoir renoncé, à une rente dont la valeur doit être au moins égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° la valeur de la rente qu'il aurait pu recevoir en application de l'article 5 si le service de la rente ajournée avait débuté le jour qui a précédé le décès du participant ;

2° la valeur de la prestation de décès qu'il aurait pu recevoir à titre de bénéficiaire, en application de l'article 4 et au titre de la rente ajournée.

Indexation

7. Le montant de toute rente payable le 1^{er} janvier 1991 en vertu du Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval est, jusqu'à cette date et à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), indexé de l'excédent du taux d'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi sur 3 % pour chaque année suivant l'année au cours de laquelle elle devient payable.

Augmentation

Le montant de toute rente payable le 1^{er} janvier 1992 et le 1^{er} janvier 1993 est augmenté à l'époque et selon le taux prévus au premier alinéa.

Surplus actuariel

Ces rentes pourront, sur autorisation de la Commission, être indexées annuellement pour une ou plusieurs autres années selon le même taux si une évaluation actuarielle du régime démontre qu'il existe un surplus actuariel suffisant pour en assumer la totalité du coût.

Cotisation salariale

8. La cotisation salariale d'un participant au Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec est égale à 7,25 % de son salaire jusqu'à concurrence de l'exemption générale au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), 5,45 % de la partie de son salaire qui excède l'exemption générale jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette loi et 7,25 % de la partie de son salaire qui excède le maximum des gains admissibles.

Retraite anticipée

9. Un participant au Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec a droit à une retraite anticipée à toute date ne précédant pas de plus de dix ans la date normale de la retraite. Le montant de la rente anticipée est réduit, pendant sa durée, de 0,5 % par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle la rente anticipée est accordée et la date de la rente normale de la retraite.

Rente de retraite anticipée

10. Tout participant au Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec, âgé d'au moins soixante-deux ans ou comptant au moins trente-deux années de service a droit à une rente de retraite anticipée égale à la rente normale de retraite alors créditée sans réduction à compter du premier jour du mois suivant sa cessation d'emploi.

Disposition
applicable

Cet article s'applique à tout participant actif prenant sa retraite au cours de la période du 1^{er} janvier 1990 au 30 juin 1993. Cette mesure pourra, sur autorisation de la Commission, être prolongée pour une ou plusieurs périodes n'excédant pas trois ans si une évaluation actuarielle du régime démontre qu'il existe un surplus suffisant pour en assumer la totalité du coût.

Effet

11. Les articles 1 à 6 et 8 à 10 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1990.

Entrée en
vigueur

12. La présente loi entre en vigueur le 23 juin 1992.